

La Lettre

LA NOUVELLE LETTRE DE LA FIDH

Sommaire

Opinion

>> Colombie

AUC et AUV vainqueurs des élections
en Colombie 2

Actu

>> Tunisie

Ben Ali s'offre un référendum pour légaliser sa
dictature 4

>> Israël

Un nouvel attentat vient d'endeuiller la population
civile d'Israël 15

Analyse

>> Inde

Violences contre la minorité musulmane au
Gujarat, avec la complicité de l'Etat 5

>> Etats-Unis

Peine de mort 16

En Actions

>> Autour du monde.

Russie - Belarus - Lire 17

Défenseurs

>> L'Observatoire.

Appels urgents 18

La FIDH fête ses 80 ans !

La FIDH, qui a été portée sur les fonds baptismaux le 22 mai 1922 est la première organisation internationale non gouvernementale du monde. Elle avait l'ambition - dans une Europe traumatisée par les désastres de la 1^{ère} guerre mondiale, qui annonçait déjà la seconde, plus sanglante et meurtrière - de changer le coeur et l'esprit des hommes et des femmes par le respect des droits de l'Homme. Cette ambition ne pouvait évidemment se réaliser dans un monde de terreur où la liberté n'était pas assurée, la

contraindre les gouvernants à respecter la règle de droit, elle observe les procès judiciaires pour que le droit à un procès juste et équitable soit garanti à tous. Elle soutient toutes celles et ceux qui souffrent de la réalité douloureuse du racisme, de la discrimination et de l'oppression en raison de leur appartenance à un groupe social, national ou religieux ou de leur opinion politique. Elle informe et promeut l'universalité des valeurs des droits de l'Homme et des principes démocratiques pour les faire avancer partout dans le monde.

L'édito

dignité humaine bafouée, et l'avenir de l'humanité incertain et sans espoir. Elle ne pouvait l'être que dans un monde de paix, débarrassé des idéologies funestes telles le fascisme et le nazisme, qui ont servi les entreprises criminelles des puissances de l'axe, qui ont conduit à l'holocauste.

Elle mène une campagne soutenue pour la création d'une organisation internationale chargée de garantir la paix et la sécurité internationale. Elle s'implique, à travers l'ONU qui sera créé, dans le processus juridique d'universalisation des droits de l'Homme et des principales conventions internationales qui constituent à présent le fondement du droit international des droits de l'Homme.

Elle ne pouvait l'être, enfin, que dans un monde où les droits de l'Homme, de tous les êtres humains sans distinction d'aucune sorte sont universellement respectés et protégés par la primauté du droit. La FIDH, forte de cette conviction, va développer une panoplie d'actions pour contribuer à l'émergence d'un tel monde. Elle dénonce partout les violations des droits de l'Homme. Elle alerte l'opinion publique pour qu'elle s'érige en contre-pouvoir contre l'arbitraire, elle enquête sur les pratiques des pouvoirs pour

La FIDH, qui ne s'est jamais détournée de son combat pour la dignité humaine, a, aujourd'hui, diversifié et rationalisé ses modes d'intervention, affiné ses stratégies et organisé ses structures en s'internationalisant. Elle est devenue une organisation spécifique et démocratique qui fédère 115 ligues qui regroupent les sociétés civiles les plus actives des différentes régions du monde. Avec elles, la

suite de l'édito en p. 3

Le Cahier
COMPÉTENCE UNIVERSELLE
UNE HISTOIRE BELGE ?
Pages 7 à 14

AUC et AUV vainqueurs des élections en Colombie

>> Qui a gagné les élections en Colombie ? AUC¹ ou AUV ?

Le nouveau président de la République colombienne, Alvaro Uribe Vélez (AUV), dissident du parti libéral, a été élu le 26 mai 2002 par près de 6 millions d'électeurs, sur un total de 24,2 millions de personnes en âge de voter. Plus de 18 millions des Colombiens n'ont donc pas voté pour lui. Il a été élu par seulement 24.08% d'électeurs potentiels. Sa légitimité repose donc sur des bases précaires : avec 13 millions de personnes, c'est de fait l'abstention qui a été la grande gagnante du scrutin. AUV a toutefois obtenu 53% des suffrages exprimés, ce qui lui a permis d'être élu dès le premier tour².

Qui a voté pour AUV? En premier lieu, l'"establishment" colombien dans son ensemble, c'est-à-dire toutes les corporations de la production industrielle, agricole, sans omettre celles des secteurs financiers et commerciaux (Andi, Fenalco, Sac, Fedegán, Anif, etc.), ceux-là mêmes qui contrôlent les médias de masse. Il convient d'y ajouter les principaux caciques du parti conservateur et libéral, sans oublier les narcotrafiquants, c'est-à-dire la principale base sociale du paramilitarisme (groupes Auto-défense Unis de la Colombie - AUC -). Tous ont investi d'importantes ressources pour la victoire du représentant de l'extrême droite.

Les "paras", projet terroriste de cet establishment ont été les premiers à saluer cette victoire en la qualifiant de "coup de force de l'opinion". Dans un communiqué, Salvatore Mancuso (commandant de l'Etat major des AUC) - qui après les législatives du 10 mars 2002, avait admis que près de cent parlementaires du nouveau Congrès étaient issus de ses rangs -, a déclaré: "A été élu en toute conscience, de manière

concluante et au premier tour, un Président digne, le docteur Alvaro Uribe Vélez, pour une Patrie qui aspire à la paix et à une croissance solidaire"³.

AUV a patiemment construit son capital politique sur l'enlèvement du "processus de paix" entre le président sortant Andres Pastrana et les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC). AUV a multiplié les effets d'annonce promettant une politique de fermeté contre la guérilla, la mobilisation de plus d'un million de Colombiens pour servir son projet paramilitaire ainsi que le doublement du budget des forces armées. Il en a même appelé aux "casques bleus" de l'Armée américaine pour gagner la guerre. Bien qu'il ait occulté son penchant militaire-paramilitaire lors de son discours post-électoral, celui-ci ne fait aucun doute.

En tout état de cause, il convient de juger AUV sur ses actes et pas tant par ses discours, ce pour quoi il est utile de retracer son parcours d'homme public: en 1980, il est directeur de l'Aéronautique civile et délivre des licences de pilote à plusieurs narco-trafiquants notoires (Fabio Castillo, Los Jinetes de la Cocaína). En 1982, l'amitié de AUV, alors maire de Medellin et de son père avec le Clan Ochoa du Cartel de Medellin est rendue publique. Après plus de cinq années de grèves et de procès, en 1982 il décide de céder officiellement son entreprise, La Mundial, en compensation des prestations sociales dont il est débiteur à l'égard des travailleurs. Un à un, les dirigeants avaient été accusés de collaborer avec la guérilla puis évincés. En 1989, en tant que parlementaire, il s'oppose à l'extradition de narcotrafiquants. En 1990, il est rapporteur de la loi 50, qui a mis fin à la stabilité de l'emploi, en 1993, il est rapporteur de la loi 100 qui privatise la sécurité sociale. Entre 1995 et 1997, il

occupe le poste de gouverneur d'Antioquia et multiplie les "Convivir", tentative gouvernementale de légaliser le paramilitarisme qui n'a eu de cesse de se renforcer dans la province d'Antioquia et s'est étendu au reste du pays. Parallèlement, il contribue à l'affaiblissement des syndicats, à la réduction de deux tiers du nombre de fonctionnaires dans le département. En 1996, l'assassinat de 198 syndicalistes, chiffre qui atteint les 210 en 1997, a permis d'assurer la paix sociale. Au terme de son mandat (de gouverneur ?), il considère la région de l'Urabá comme pacifiée, alors que 3500 personnes ont été assassinées en trois ans et que l'opposition sociale et politique a été éradiquée (Voir les dénonciations de Gloria Cuartas, maire de Apartado durant la même période). En 1999 il prononce un discours en guise de dédommagement pour les Généraux Rito Alejo del Río et Fernando Millán, suspendus pour leurs liens étroits avec le paramilitarisme.

Nous pouvons tirer plusieurs leçons du triomphe d'AUV. Tout d'abord, il n'y a pas eu de plébiscite pour la guerre en Colombie, pas plus que pour une issue militariste au conflit armé actuel. Moins de six millions de votes sur 44 millions de colombiens ne peut s'interpréter comme la volonté majoritaire du peuple. Ensuite, Les moyens de communication ont joué un rôle déterminant pour son élection, ces derniers dissimulant tous les épisodes sombres de la vie du candidat et présentant le projet paramilitaire comme un "mal nécessaire", tandis que les guérillas, en particulier les FARC, ont privilégié les actes de violence, les crimes de guerre violant toutes les normes humanitaires, et méprisant ainsi la classe politique aussi bien sur la scène nationale qu'internationale. Ainsi, s'il y a 4 ans les FARC ont contribué à porter Andres Pastrana Arango à la présidence

avec une grande habilité politique, cette fois-ci avec une maladresse déconcertante, ils ont fourni les arguments pour l'élection d'AUV à la présidence.

Bien que la victoire de AUV se soit nourrie des caciques des deux partis, libéral et conservateur, elle démontre également l'agonie des partis traditionnels comme option politique. L'émergence du Pôle démocratique, en dépit du nombre de voix limité qu'il a reçu, a représenté une alternative d'opposition démocratique, qui à moins d'être exterminée par le sang peut conduire les Colombiens sur le chemin de la paix.

AUV, soutient un projet néo-libéral et autoritaire, qui coïncide avec l'agenda international du gouvernement américain, dont les services d'intelligence n'ignorent pas les antécédents de AUV, pouvant ainsi le convertir, comme l'a été Fujimori, en otage des intérêts de la grande puissance: le Plan Colombie, l'ALCA, Cuba, le Vénézuéla, etc..

Sans aucun doute, AUV va contribuer à l'accentuation de la décomposition du régime: le Congrès sera davantage entre les mains du paramilitarisme, comme l'est aujourd'hui la justice par le biais de l'actuel Procureur Général de la nation et, comme l'est également la force publique.

L'État paramilitaire s'est consolidé avec son élection.

On peut dès aujourd'hui affirmer qu'AUV ne gagnera pas la guerre et n'éradiquera pas la misère dont souffre le peuple colombien, bien au contraire il approfondira l'une et l'autre. Les causes de la confrontation armée seront accentuées.

Il convient au contraire d'encourager la résistance civile du peuple colombien contre la guerre et les causes qui la nourrissent. La seule issue possible au conflit armé est le dialogue et la construction de grands consensus sociaux pour la transformation de la Colombie, avec la participation active du peuple.

Il faut alerter d'urgence la Communauté internationale sur le nouveau gouvernement, pour qu'elle exige de lui des engagements clairs en matière de respect des droits de l'homme et le démantèlement du projet paramilitaire.

Il faut continuer à réclamer des groupes insurgés le respect strict des normes humanitaires et, la conclusion rapide, conjointement avec l'Etat, d'un Accord sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire.

Il faut accompagner et fortifier les mouvements sociaux pour la paix en

Colombie, les ONG de droits de l'Homme, les organisations "afro descendantes", indigènes, rurales et populaires.

Il faut également exiger la démission immédiate du Procureur Général de la nation, Luis Camilo Osorio, promoteur de l'impunité des crimes contre l'humanité. Poursuivre le suivi du Congrès Paix et Pays, en contribuant à la réalisation de ses recommandations.

La démocratie colombienne est blessée mortellement, l'élection des AUC à la présidence de la Colombie, oh ! pardon de AUV, a constitué le coup de grâce "ruinant" le peu de caractère démocratique qui subsistait.

Luis Guillermo Pérez Casas
Membre du Collectivo de Abogados
(27 Mai 2002)

Notes :

1. Autodefensas unidas de Colombia, groupes auto-défense unis de Colombie.
2. 31.7% des électeurs ont voté pour le candidat officiel du Parti libéral, Horacio Serpa, 6.19% des voix se sont portés sur la coalition de centre gauche le "Pôle Démocratique", conduite par Luis Eduardo Garzón, et 5.82% sur la candidature conservatrice de Nohemy Sanin.
3. Reproduit par l'agence EFE le 26 mai.

suite de l'édito

FIDH constitue un véritable mouvement, qui s'est fixé des objectifs précis pour relever les énormes et complexes défis auxquels les droits de l'Homme sont confrontés maintenant.

L'Universalité des droits de l'Homme exige que tous les droits de l'Homme de tous soient défendus de la même manière et en même temps ; qu'il s'agisse des droits civils et politiques qui ont enregistré des victoires relatives, ou les droits économiques, sociaux et culturels qui sont largement bafoués. Et ils le sont davantage dans un contexte de mondialisation qui est vecteur de richesses pour le Nord et facteur d'extrême pauvreté pour le sud, dont les "Etats Parias" sont à la merci des multinationales. Les politiques de ces dernières anéantissant les droit à posséder un toit, à l'eau potable, à une vie décente, ou à la santé. En jouant le profit contre le droit à la santé, des millions de personnes dont les femmes et les enfants sont condamnés à mourir du Sida. Le combat pour la mise en oeuvre effective de ces droits est une priorité de la FIDH, qui a été confirmée par ses congrès de Dakar (1997) et de Casablanca (2001).

Il en est de même de la lutte contre l'impunité qui est un fléau universel. La FIDH s'était prononcée très tôt pour une juridiction pénale internationale et permanente à vocation universelle, chargée de juger le auteurs des crimes les plus graves (crimes

contre l'humanité, crimes de guerre, génocide). Elle avait dénoncé les lacunes des tribunaux militaires de Nuremberg et de Tokyo comme elle a soutenu, aujourd'hui, les tribunaux *ad hoc* de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda. La réflexion, fondée entre autre sur une analyse rigoureuse développée par des juristes éminents du monde entier et sur son savoir faire judiciaire, a contribué à l'émergence de la Cour pénale internationale.

Cette Cour a été créée en 1998. Ses statuts entrèrent en vigueur le 1^{er} juillet 2002. La FIDH sera toujours à côté des victimes qu'elle accompagnera dans leur quête de justice, pour que leurs bourreaux rendent compte de leurs crimes, que ce soit devant la CPI ou devant les juridictions nationales à compétence universelle. Comme elle le sera pour les défenseurs des droits de l'Homme qui exercent au péril de leur liberté et de leur vie leur mission. Ils peuvent tous compter sur une organisation qui a gardé la vitalité de sa jeunesse et qui se donne tous les jours les moyens d'accomplir sa difficile, mais non moins exaltante mission au service de la dignité humaine. Joyeux anniversaire.

Sidiki Kaba
Président de la FIDH